

Comité Européen de Liaison sur les Services d'Intérêt Général European Liaison Committee on Services of General Interest

Convention

Selon les derniers éléments, il semble que la Convention s'oriente vers une solution *a minima* en ce qui concerne l'inscription des services d'intérêt général (SIG) dans la future Constitution. Les articles 16 et 86 de l'actuel traité de l'Union seraient simplement repris et rien ne figurerait à l'article 3 des objectifs de l'Union sur les SIG. Si cette hypothèse, vraisemblable, se vérifiait, la Convention ne reprendrait pas les propositions, pourtant très consensuelles, du groupe de travail sur l'Europe sociale et s'alignerait donc sur les thèses néo-libérales relatives au marché et aux services d'intérêt général.

Les membres du réseau CELSIG vont à nouveau écrire au président de la Convention, au Praesidium et à tous les Conventionnels pour rappeler à quel point il est important que les SIG soient insérés dans l'article 3, et que l'article 16 de l'actuel Traité CE soit modifié afin de permettre l'élaboration de droit dérivé sur les SIG. Faute de telles dispositions, de nature à donner du sens à la construction européenne, l'objectif de rapprocher l'Union de ses citoyens serait manqué.

Le prochain numéro du bulletin reproduira cette lettre.

Livre vert sur les services d'intérêt général

La Commission européenne doit adopter son Livre vert sur les services d'intérêt général le 21 mai prochain.

La commission économique et monétaire du Parlement européen organise une audition d'experts, parmi lesquels le CELSIG, le matin du 11 juin.

Services postaux

♦ La Commission a proposé, le 6 mai dernier, une directive qui impose une application généralisée de la TVA à tous les services postaux. L'objectif est de supprimer les distorsions de concurrence créées par le système actuel, datant d'avant la libéralisation du secteur, entre les opérateurs "historiques" qui sont exonérés de TVA et les opérateurs privés qui doivent en appliquer une. Pour éviter une augmentation des coûts pour les clients privés, la Commission propose que les Etats membres appliquent un taux réduit de TVA sur les lettres et les petits envois.

♦ La Commission a publié, le 23 avril dernier au Journal officiel CE (C 94), une communication afin de recueillir l'avis des parties intéressées sur la reconduction de l'accord REIMS II arrivé à échéance fin 2001. L'accord REIMS II permet aux opérateurs postaux publics de déterminer collectivement la rémunération qu'ils se versent mutuellement pour la distribution du courrier transfrontière entrant. La Commission constate que cet accord, qui déroge aux règles de la concurrence, a contribué à améliorer la qualité du courrier transfrontière et propose sa prolongation pour une période limitée et dans la mesure où .../..

Convention

According to the latest indications, it appears that the Convention is moving towards the least involving solution on the inclusion of services of general interest (SGI) in the future Constitution. Articles 16 and 86 of the current Treaty of the Union will simply be maintained as they are and nothing would appear in article 3 of the Union's objectives concerning SGI. If this probable assumption were to be confirmed, then the Convention would leave out proposals, albeit fairly consensual, from the working group on Social Europe and, will align itself along neo-liberal ideas concerning the market and services of general interest.

Members of the CELSIG network are, once again, going to address a letter to the president of the Convention, the Praesidium and to all Conventioneers, stressing the importance of including SGI in article 3 and, that article 16 of the present EC Treaty be amended so as to enable the preparation of secondary legislation for SGI. Failure to take such measures, geared at giving meaning to the European construction, the objective of drawing the Union closer to its citizens will be missed.

The next issue of this bulletin will publish the letter.

Green Paper on services of general interest

The European Commission is to endorse its Green Paper on services of general interest on 21st May.

The Economic and Monetary Committee of the European Parliament will conduct an audition of experts, among which CELSIG, on 11th June, in the morning.

Postal services

♦ On 6th May, the Commission proposed a directive imposing a generalised application of VAT on all postal services. The objective is to remove discrepancies created by the present system, which was set up before the liberalisation of the sector, between "historical" operators which are exempted from the VAT and private operators which are required to apply one. In order to avoid a rise in costs for private clients, the Commission is proposing that Member States should apply a reduced rate of VAT on letters and small packets.

♦ On 23rd April the Commission published, in the EC Official Journal (C 94), a communication inviting opinions from interested parties on the extension of the REIMS II agreement whose term expired end 2001. The REIMS II agreement enables national postal operators to mutually determine the payment each receives from the distribution of cross-border mail. The Commission has observed that this agreement, which departs from competition rules, has improved the quality of cross-border mail services and, is therefore suggesting that it should be extended for a limited period of time and on condition .../...

les opérateurs tiers bénéficient des mêmes tarifs et conditions. Cet accord regroupe les opérateurs publics des tous les Etats membres, sauf les Pays Bas, ainsi que l'Islande, la Norvège et la Suisse.

Transports

Le Conseil des ministres des transports a adopté le 25 avril dernier, par procédure écrite, une position commune sur la proposition de règlement relative au programme "Marco Polo", dont l'objectif est de développer des alternatives au transport du fret de marchandises par la route, pour la période du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2010. L'accord prévoit une enveloppe budgétaire de 75 millions d'euros du 1^{er} janvier 2003 au 31 décembre 2006. Cette position commune doit être soumise, en deuxième lecture, au Parlement européen, qui, en première lecture, a soutenu la proposition de la Commission d'un budget de 115 millions d'euros pour le programme (voir également bulletin 114/115).

Cour de Justice

♦ **"Golden shares"** : Par deux arrêts, C-463/00 et C-98/01, la Cour condamne les régimes espagnol et britannique qui réservent à l'Etat des actions spécifiques ("golden shares") dans certaines entreprises initialement publiques puis privatisées, au motif d'entrave la libre circulation des capitaux.

La Cour relève, en premier lieu, que le traité CE interdit toute restriction des mouvements de capitaux entre Etats membres et entre ceux-ci et les Pays tiers. Les investissements, sous forme de participation, constituent des mouvements de capitaux selon la réglementation communautaire, or les régimes espagnol et britannique entraînent des restrictions au mouvement de capitaux entre les Etats membres. Toutefois, elle rappelle qu'une certaine influence des Etats membres est justifiée dans les entreprises initialement publiques, puis privatisées, agissant dans les domaines des services d'intérêt général ou stratégiques. Ces restrictions, lorsqu'elles s'appliquent indistinctement aux ressortissants nationaux et communautaires, peuvent être justifiées pour des raisons impérieuses d'intérêt général, mais elles doivent l'être aussi au regard du principe de proportionnalité, c'est à dire ne pas aller au delà de ce qui est nécessaire pour garantir la réalisation de l'objectif qu'elles poursuivent.

Les "golden shares" ne sont donc pas contraire au droit communautaire, mais doivent respecter les règles du traité. La Cour a déjà prononcé trois arrêts sur les "golden shares" en juin 2002 : voir bulletin 108.

♦ **Assurance maladie** : Dans une affaire intéressant le régime néerlandais d'assurance maladie, la Cour dit (arrêt C-385/99) que la réglementation en vigueur qui exige une autorisation préalable en cas de soins hospitaliers dispensés dans un autre Etat membre par un prestataire non conventionné, est contraire au principe de libre prestation de services. Elle estime également que la suppression de l'exigence de l'autorisation préalable ne serait pas de nature à provoquer des déplacements transfrontaliers de patients d'une importance telle que le système de sécurité sociale néerlandais en serait gravement perturbé et que le niveau global de protection de santé publique serait menacé.

that third party operators also benefit from the same tariffs and conditions. This agreement groups together national operators from Iceland, Norway, Switzerland and from all Member States except the Netherlands.

Transport

On 25th April, the council of transport ministers adopted, by written pleadings, a common position on the regulation proposal concerning the "Marco Polo" programme, whose objective is to develop some alternatives to road transport of goods fret, for the period 1st January 2003 to 31st December 2010. The agreement is to be accompanied by an estimated budget of 75 million euros for the period 1st January 2003 to 31st December 2006. This common position is to be submitted for a second reading at the European Parliament which, in the first reading, had supported the Commission's proposal for a budget of 115 million euros for the whole programme (see also bulletin 114/115).

Court of Justice

♦ **"Golden shares"**: In two judgements, C-463/00 and C-98/01, the Court convicted the British and Spanish systems of setting aside some specific shares for the State ("golden shares") in certain firms which were previously national and had been privatised, for the breach of the law on free movement of capitals.

The Court notes, in the first place, that the EC Treaty forbids any restriction of capital movement between Member States and between them and third party countries. According to Community regulation, investments, in the form of participation, constitute capital movements. British and Spanish systems bring about restrictions to capital movements between Member States. However, the Court acknowledges that a certain level of control by Member States is justifiable in former national firms and now privatised, operating in services of general interest or strategic areas. Such restrictions, when applied indiscriminately to national as well as Community citizens, could be justified on the basis of compelling reasons of general interest, but should equally be justified on the principle of proportionality, that is without going beyond what is reasonably necessary in ensuring the achievement of the objectives sought.

"Golden shares" are thus not contrary to Community law, but should be dealt with in the respect of the rules of the Treaty. The Court has already passed three judgements on "golden shares", in June 2001 (see bulletin 108).

♦ **Health insurance**: In a case of interest to the Dutch health insurance system, the Court considers that (decision C-385/99) the current regulation which requires Pre-authorisation for hospital treatment administered in another Member State by a service provider not designated by the health system, is against the principle of unrestricted provision of services. It equally deems that the removal of the pre-authorisation would not generate a massive movement of cross-border patients to such an extent that the Dutch social security system will be seriously disturbed by it and that the overall level of the public health protection system will be threatened.

NOUVELLES-NEWS-EUROPE est édité par le Comité européen de liaison sur les Services d'intérêt général, *is published by the European Liaison Committee on Services of General Interest*, 66 rue de Rome, F - 75008 PARIS. Tel : (33-1) 43 71 20 28. E-mail : <celsig@celsig.org> Directeurs de publication, *Publishers* : Pierre Bauby et *and* Jean-Claude Boual. Rédactrice en chef, *chief editor* : Katherine Varin. Traduction, *translation* : Jeremiah Chiumia. Diffusé exclusivement par E-mail. *Distributed by E-mail exclusively*. Abonnement 1 an : 100 €. *Subscription for 1 year: €100*. Bulletin d'abonnement sur demande. *Subscription form available on request*.